

GSBBF GROUPE SOLIDARITE BRETAGNE BURKINA FASO

Réunion du 4 janvier 2023 ROCHEFORT EN TERRE

Présents :

BURKINA 35 : Marie-Annick PAIREL et Soizic HELFTER,

ARMOR BURKINA FASO : Louis QUINTIN, André BUET et Gaspar DA SILVA,

AFD BURKINA : Luc RETIF et Jean-François OLIVIER,

AFDI Bretagne : Loic CHEVAL,

UBGOF : Calixte TIENDRÉBEOGO, André Balebyou BÉRÉ et Madame ?,

RBS (et AIVM) : Alain DIULEIN,

INGALANÑ : Hervé LE GAL et Jacqueline,

ABADAS : Jean-Michel GUICHARD et Christian LEMOING

En distanciel : (désolé pour les imprécisions)

AFIDESA : Angéline BOSSER,

Awar BOYOLO : Angèle BRETON,

JUMELAGE MORLAIX –RÉO : Claire LEBAS (depuis RÉO) et Pierre BARBIER,

ESF : Guy SEZNEC (réfèrent national BF ELECTRICIENS SANS FRONTIERES),

Étudiant : Pamphile VALÉA (en alternance master coopération internationale école 3A à L'AFDI BRETAGNE),

TIDAANI : Véronique, Danielle ROCHER, Dany et Louis,

ASF : Bernard JOUAN,

SOLIDARITE INTERNATIONALE DE LA BAIE (SIB) : Luc MORVAN, Sabine MORVAN, Marie-Claire ALLOUIS,
Bernard VERMEULEN

ARPOM : Lionel,

BURKINA 35 : Fernand,

PSEAU : Perrine BOUTELOUP,

Inscrits et non connectés :

SOLIDARITE PAYS DE PELCIA : Jean Paul JACQ,

Excusées :

REGION BRETAGNE : Estelle SCOLAN et Marilyne LECOMTE.

Objet : réunion initiale de réflexion sur la constitution d'un groupe vu l'urgence de la situation au Burkina Faso : comment agir ensemble ici et au Burkina ?

Cette réunion est initiée par INGALAÑ (réunion à ROCHEFORT EN TERRE) et ABADAS.

Compte-rendu :

De manière non exhaustive, il ressort :

- 1- Le besoin d'agir et de se concerter,
- 2- L'urgence de la situation : déstabilisation du pays, crise alimentaire, crise climatique,
- 3- Le malaise entre la FRANCE et le BURKINA FASO dont nous devons nous affranchir dans nos actions. Comment garder les liens et persévérer ? la situation au MALI par comparaison fait réfléchir.

Ceci se traduira par :

- a- Des échanges entre nous dans les semaines à venir,
- b- Une lettre ouverte au monde institutionnel ici : aidez-nous à renforcer nos actions (pour une diffusion avant fin janvier ?),
- c- Une prochaine réunion le lundi 27 février.

Et maintenant, au fil de l'eau :

A- Situation au Burkina Faso

- L'insécurité est présente. A chacun de juger de son action. Il est possible d'aller à OUAGADOUGOU et BOBO-DIOULASSO,
- L'ambassadeur a demandé aux Français d'évacuer KOUDOUGOU : pour l'instant, les contacts de plusieurs d'entre nous ne l'ont pas jugé nécessaire. Claire LE BAS, participante depuis RÉO à la réunion pour le COMITE DE JUMELAGE PAYS DE MORLAIX - RÉO précise que les français-e-es présent-e-s dans la région de KOUDOUGOU n'ont pas suivi les recommandations de l'ambassadeur.
- Il est souligné que si des tensions existent envers la politique et le gouvernement français, les burkinabés ne font pas l'amalgame avec les français agissant et/ou vivant au BURKINA FASO.
- Chaque association nous informera de ses déplacements à court terme au BURKINA FASO. Ceci permettra des synergies et des rencontres,
- AFD BURKINA évoque ce qui vient de se passer à NOUNA - 26 morts) : comment éviter ces dérives ? où en est l'esprit de la « parenté à plaisanterie » ?
- Des communes sont touchées indirectement par le terrorisme par l'accueil de « déplacés internes », notamment dans les zones enclavées ce qui les fragilise,
- Il est noté que les relations gouvernementales BURKINA – FRANCE prennent le même chemin que celles avec le gouvernement malien. Comment dépasser les incompréhensions entre gouvernements ? il faut que ces instances laissent prospérer cette solidarité entre peuples qui se respectent, aux thématiques diverses (urgence, agriculture, élevage, alimentation, éducation, culture, eau et assainissement, énergie etc...)

B- Agir ensemble au BURKINA

- L'organisation de nos associations est assez différente de l'une à l'autre suivant l'ancienneté des actions et les moyens,
- ARMOR BURKINA FASO : comment nous aider à aller sur le terrain (MANGA) ? Pas de solution en l'état. ABADAS donne l'exemple de ses actions à BITTOU également suspendues,
- BURKINA 35 (et d'autres) ont des relais locaux : il faut s'appuyer sur eux (avec précautions néanmoins pour qu'ils ne deviennent pas également des cibles),

Avec les outils type Whatsapp et une bonne organisation locale (conseils d'un expert-comptable pour BURKINA 35), nous pouvons continuer à suivre la réalisation des actions dans des conditions satisfaisantes. Enfin, il faut bien utiliser les principes de suivi-évaluation (avec remontées d'informations régulières),

- SOLIDARITE INTERNATIONALE DE LA BAIE travaille avec une association burkinabè partenaire sur place. Entre les rapports trimestriels et des contacts réguliers par Internet, les réalisations se poursuivent sur le terrain, selon un programme pluriannuel bien défini au préalable,
- TIDAANI : cinq salariés au BURKINA,
- Alain DIULEIN donne l'exemple de AIVM au MALI : structure fixe à MOPTI, ce qui a permis de continuer les actions (observation : ceci nécessite des moyens supérieurs à ceux de beaucoup d'associations. D'où l'idée de se regrouper),
- Perrine BOUTELOUP, PSEAU, rappelle les conseils que sa structure peut donner dans le domaine de l'eau, le partenariat avec RBS et, au BURKINA, ACTEA qui fédère les actions,
- L'UBGOF (représentants de la diaspora) est prête à soutenir ce mouvement et peut-être devenir un relais compte-tenu du nombre de contacts qu'elle représente.
- INGALAÑ s'appuie sur une association de droit Burkinabè (INGALAÑ BURKINA FASO) pour le développement et le suivi des activités au BURKINA FASO.
- Nous devons échanger sur nos actions pour plus de synergies. INGALAÑ par exemple, va disposer d'un stock important de riz bio. ABADAS envisage, lors de l'inauguration de l'installation photovoltaïque chaîne du froid à la mini-laiterie de KOUDOUGOU, de faire une distribution de ce riz et de produits laitiers.
- Des actions commune et concrètes ressortent :
 - + en direction des déplacés (mais avec quel soutien institutionnel ici ?)
 - + formations,

La formation permet de de renforcer les capacités des acteurs locaux et d'entreprises résilientes qui devront également apprendre à échanger entre elles,

DARGATECH (avec le soutien de ABADAS) organise des formations en maîtrise de la qualité en installations photovoltaïques,

+ pouvons-nous mettre des moyens communs au BURKINA (humains, logistiques) ? Quel soutien institutionnel ?

+ L'UBGOF a délocalisé des actions pour le MALI à OUAGA : pourquoi ne pas imaginer cela vis-à-vis du BURKINA FASO ? (Exemple des liens entre pays pour les filières lait local, Niger pour un exemple précis).

+ L'idée est reposée d'une maison, cours, commune (Maison de la Bretagne proposée par INGALAÑ il y a plusieurs années) permettant de proposer des bureaux, de la mutualisation de certains postes locaux ou certaines tâches (comptabilité, communication, veille sur possibilités locales de financements, ...), accueillir et encadrer des stagiaires locaux, garantir des bonnes conditions pour des réunions en visio, etc. . Ce lieu commun permettrait à nos partenaires et collaborateurs locaux de se connaître et d'envisager des collaborations.

C- Agir ensemble en BRETAGNE

- Nous souhaitons réagir vis-à-vis des institutions, collectivités. Nos amis du BURKINA FASO ont besoin de soutien. L'impact de la situation en UKRAINE ne doit pas masquer l'urgence d'actions de solidarité au SAHEL,
- RBS (RESEAU BRETAGNE SOLIDAIRE) soutient l'action du groupe en cours de formation. Il est certain que la pérennisation de ce groupe passe par la mise à disposition de moyens plus importants (la REGION BRETAGNE envisage une réunion en février élargie au MALI et au NIGER),
- ABADAS organise deux jours de conférences, spectacles et repas solidaire sur le PAYS DE VANNES les 5 et 6 mai 2023,
- INGALAÑ envisage une manifestation (dont braderie) le 4 août 2023 à ROCHEFORT EN TERRE (anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Thomas Sankara le 4 août 1983),
- SOLIDARITE INTERNATIONALE DE LA BAIE propose que lorsqu'une association reçoit un partenaire du burkinabè, elle en informe RBS et le groupe. L'objectif serait, éventuellement, de créer un événement régional avec le partenaire accueilli (rencontre-échanges, conférence, événement festif...). Elle propose aussi qu'une carte localisant, en BRETAGNE, les associations en lien avec le BURKINA soit établie, et une autre carte avec les aires d'interventions au BURKINA.
- INGALAÑ propose de se regrouper par thématique en vue des collaborations à venir (agriculture, eau, scolaire, parrainage, ...). Ce serait bien que chaque entité (association, jumelage) nous adresse une fiche synthétique avec ses domaines d'action et liens. Une matrice sera demandée à RBS.
- De la même manière, pour une sensibilisation accrue en BRETAGNE (vers les institutions, le monde enseignant, agricole, entrepreneurial (BCI), un recensement des appuis est nécessaire. RBS rappelle le projet « Récital » « une association, une structure éducative » , candidatures à adresser à RBS maintenant.
- Proposition d'une déclaration commune à destination des collectivités, institutions, voir des médias (tribunes?)
- Question : quels outils de communication entre nous ?

En conclusion, Ingalan rédige un projet de lettre aux institutions que nous proposerons pour observations, compléments aux associations avec un retour sous 10 jours.

Ce courrier pourrait être aussi diffusé aux communes qui soutiennent des associations de solidarité avec le Burkina sur leur territoire.

La réunion se termine après plus de 2h d'échanges, avec un sentiment de satisfaction et la volonté de continuer.

Prochaine réunion le 27 février à Rennes à la MIR. 14H (possibilité de participer en visio)